Après les élections législatives en France, quelle signification et quelles implications pour le prolétariat français et international (30 juin 2017)

Le deuxième tour des élections législatives françaises vient marquer la fin d'une année entière de campagne électorale dont peu de personnes pouvait imaginer l'issue et le degré de transformation, de bouleversement pour dire le vrai, de l'appareil politique qui s'est produit. Cette “ révolution ”, titre du livre programme du nouveau président français, Emmanuel Macron, est la dernière surprise électorale en date que les principales puissances impérialistes aient connu depuis juin 2016 avec le référendum britannique pour le Brexit et l'élection de Trump en novembre. Sauf à croire au pur “ hasard ”, ces chocs politiques obligent à une réflexion afin d'en déterminer les causes et le lien qui les relient et d'en tirer les implications pour le prolétariat et son combat de classe. De toute évidence, la situation historique n'est plus la même avec la prolongation des effets de la crise économique de 2008 et l'aiguisement des rivalités et guerres impérialistes qui en ont découlé, en Syrie en particulier, et dont les attentats terroristes venant frapper au cœur de l'Europe, en France et à Paris en premier lieu dès janvier 2015, sont une composante et un marqueur essentiels.

La réflexion que nous soumettons ci-après s'inscrit dans le même cadre d'analyse de la situation que nous avions déjà mis en avant dans notre communiqué *Élection présidentielle française : Mélenchon et la gauche radicale se préparent à paralyser les réactions ouvrières face aux attaques du futur gouvernement* (http://igcl.org/Election-presidentielle-francaise). On peut aussi se référer à la prise de position du PCI-Programme communiste, *Le Prolétaire* #524, avec laquelle nous partageons le rejet de l'idée selon laquelle la bourgeoisie tendrait à perdre le contrôle de son jeu politique avec les votes soi-disant “ populistes ” d'extrême-droite[1]. Cette thèse que les médias bourgeois ont asséné durant la campagne électorale française a aussi servie, et continue à servir, pour expliquer le Brexit et l'élection de Trump. Elle est non seulement erronée mais dangereuse du point de vue du prolétariat en laissant croire à un affaiblissement politique de la bourgeoisie alors que les changements politiques en cours au sein des classes dominantes sont au contraire des expressions et des moments d'adaptation et de renforcement de son appareil politique étatique en particulier contre le prolétariat.

Mélenchon : une gauche radicale pour contrôler et saboter les réaction ouvrières à l'attaque massive annoncée par le gouvernement Macron

L'élection de 308 députés pro-Macron et l'éclatement de l'opposition en une multitude de groupes parlementaires à l'assemblée nationale française sont venus éteindre définitivement le dispositif politique traditionnel de la bourgeoisie française qui prévalait depuis… 1958. Cette organisation alternait au pouvoir le parti de droite classique issu du gaullisme (appelé aujourd'hui Les Républicains) et le parti socialiste. Mais surtout, c'est-à-dire du point de vue ouvrier de classe, l'important est l'intention du nouveau président et de son gouvernement d'aller encore plus loin dans les attaques contre le prolétariat en France en poursuivant la “ libéralisation du marché du travail ” que la loi “ El Khomri ” de 2016 a déjà entamée. Et cela dès cet été, au plus vite. Pour ce faire, la mise en place d'une majorité parlementaire s'accompagne de l'émergence d'une opposition de gauche radicale avec l'élection de 17 députés de La France Insoumise (LFI) de Mélenchon – plus dix du PCF – auxquels certains députés du PS risquent fort de s'allier. Dans les faits, une machine de guerre politique le prenant en tenaille se met en place pour attaquer frontalement encore plus le prolétariat dans ses conditions de vie et travail. D'un côté un gouvernement frappant fort et vite. Et de l'autre une opposition politique de gauche au langage radical qui vise à relayer et compléter, au niveau politique, l'encadrement et le sabotage syndicaux des inévitables réactions ouvrières. Les tractations entre gouvernement et syndicats ont déjà commencé. Dès le lendemain, 9 mai, de la victoire de Macron, mais aussi le 19 juin au lendemain du second tour des législatives, le Front Social nouvellement formé et regroupant principalement des sections syndicales radicales CGT, SUD-Solidaires et quelques autres, appelait déjà à des manifestations de rue. De son côté, Mélenchon n'a tardé qu'une heure et demi le soir des élections pour jouer sa partition de 1er opposant politique radical au pouvoir en s'appropriant les 61,5% du corps électoral[2] qui se

1 . *« La poussée électorale puis la victoire de Macron ne peuvent pas être mises sur le compte des médias, comme s'il s'agissait d'un effet de mode, d'une sorte d'engouement passager envers un jeune premier. Au-delà des contingences et des péripéties diverses, elles s'expliquent par l'usure, la perte d'efficacité, en un mot l'incapacité croissante de la «vieille politique», comme disent les Macronistes, à répondre aux besoins généraux du capitalisme français »* (Bilan des élections présidentielles : recomposition du théâtre politique bourgeois pour mieux défendre le capitalisme, *Le Prolétaire* #524, www.pcint.org).

2 . On peut relever en passant que la majorité parlementaire de Macron de 308 sièges sur 577, soit 53% des députés, a été élue avec 16,5% du corps électoral, c'est-à-dire sans compter les 10% estimés de “ citoyens ” français pouvant voter mais n'étant pas

sont soit abstenus, soit ont voté blancs ou nuls, au deuxième tour des élections législatives, pour “ offrir ” un débouché politique, le référendum, aux futures mobilisations :

« L'abstention écrasante qui s'est exprimée aujourd'hui a une signification politique offensive. Notre peuple est entré dans une forme de grève générale civique dans cette élection. Je vois dans cette abstention une énergie disponible pour peu que nous sachions l'appeler au combat avec les formes et les mots qui conviendront aux possibilités de chacun. C'est lui [le groupe de LFI à l'Assemblée, Ndlr] qui appellera le pays le moment venu à une résistance sociale, et j'informe le nouveau pouvoir que pas un mètre du terrain du droit social ne lui sera cédé sans lutte. La majorité boursouflée [du parti d'Emmanuel Macron] *n'a pas la légitimité pour perpétrer le coup d'État social qui était en prévision, c'est-à-dire la destruction de tout l'ordre public social par l'abrogation du Code du travail. C'est au contraire la résistance la plus totale qui est légitime, et c'est pour ça que je dis que, le nouveau pouvoir, s'il juge que c'est vraiment la nécessité pour le pays et que cela est conforme à son intérêt, alors il faut qu'il procède par la voie la plus démocratique qui est en son pouvoir, c'est-à-dire que le peuple français soit consulté par référendum pour s'il veut oui ou non de ce que cette minorité prétend lui imposer. »* (Déclaration de Mélenchon le soir des élections, *La Tribune*, 19 juin 2017[3]).

S'appropriant le niveau inédit d'abstention et le retournant à son usage en le proclamant comme étant une “ grève civique ”, le mot d'ordre et la revendication d'un référendum lancés par Mélenchon annoncent déjà la volonté manifeste d'accompagner au plan politique la tactique syndicale de journées d'action impuissantes. Il s'agit ainsi de détourner la mobilisation de classe contre l'État et le capitalisme sur le terrain démocratique et étatique, via le mot d'ordre de référendum, véritable piège et assurance de défaite cuisante si les ouvriers y cédaient. En passant, il convient de relever qu'il réussit à reprendre à son compte, pour en dénaturer le sens de classe, les termes de “ grève ” et “ d'abstention ”. Inutile de préciser ici que seule la gauche radicale bourgeoise peut se permettre un tel détournement de langage alors que l'extrême-droite en est totalement incapable, ou du moins ne pourrait être crédible sur ce terrain. Voilà une autre raison pour laquelle, dans la période présente, le danger pour le prolétariat ne situe pas dans le soi-disant “ populisme ” d'extrême-droite (même si un certain nombre d'ouvriers parmi les moins conscients et les moins combatifs, mais parmi les plus racistes et chauvins, votent en partie pour lui) mais bel et bien dans la capacité de l'extrême gauche dite radicale à occuper le terrain et le langage des mobilisations ouvrières là où s'expriment les forces vives et les fractions les plus conscientes du prolétariat – celles-là même qui entraîneront les autres.

La bourgeoisie abat donc déjà ses cartes, sans attendre la rentrée, afin de baliser et cadenasser au plus vite, encore plus vite que l'adoption des ordonnances sur le code du travail, le terrain politique de l'affrontement de classe et de la probable future mobilisation ouvrière. Voilà le prolétariat et les révolutionnaires authentiques prévenus.

Adaptation et maîtrise de son système politique par la bourgeoisie française

Pour nous, les élections législatives sont donc venues confirmer et amplifier la signification politique de l'élection présidentielle. Le bouleversement de l'appareil politique de la bourgeoisie française répond aux nécessités de celle-ci face à un personnel et des partis politiques qui ne correspondaient plus aux nécessités de l'heure. C'est vrai face au prolétariat et à la nécessité de renouer avec une compétitivité et un renouveau de l'appareil productif du capital français qui passe essentiellement par une plus grande exploitation et une dévalorisation de la force de travail.

C'est aussi vrai au niveau international. En attendant les élections allemandes de septembre prochain, l'élection du plus pro-européen des candidats présidentiels ouvre de fait la possibilité d'une relance de l'alliance franco-allemande[4] visant à entraîner l'Union Européenne dans son sillage. L'élection de Macron est donc une des premières réponses politiques de la part d'une des principales classes dominantes européennes,

---

inscrits sur les listes électorales et, donc, ne faisant pas partie de ce “ corps électoral ”.

3 . http://www.latribune.fr/economie/legislatives-2017/melenchon-elu-pour-la-premiere-fois-a-l-assemblee-se-pose-en-chef-de-la-resistance-sociale-740648.html

4 . *« Sur le Commerce comme sur la Défense, l'Union évolue. C'est aussi bien dû aux incertitudes internationales crées par Donald Trump, le Proche-Orient et Vladimir Poutine qu'à une volonté des dirigeants nationaux de combler le fossé qui s'est élargi entre les Européens et l'Europe. L'Union est, oui, sur une nouvelle ligne de départ et cela est si net que Mme Merkel vient de se dire ouverte aux idées françaises de renforcement de la zone euro avec instauration d'un ministère des Finances et d'un Budget communs permettant d'envisager ensemble des investissements structurels. Elle ne s'est pas montrée plus précise mais elle devrait l'être après les élections allemandes du mois de septembre. »* (Bernard Guetta, radio France Inter, https://www.franceinter.fr/emissions/geopolitique/geopolitique-21-juin-2017). Même si cet éditorialiste éminent et reconnu des médias français, ancien trotskiste de la LCR au demeurant, est depuis longtemps un des plus fervents partisans de l'Union européenne, il n'en reste pas moins que ses analyses reflètent assez fidèlement les débats et réflexions au sein de la bourgeoisie.

dans la foulée des résultats des dernières élections nationales aux Pays-Bas et en Autriche, au Brexit britannique et aux déclarations hostiles anti-européennes et anti-allemandes de Trump. L'exacerbation de l'impasse économique du capitalisme et de ses contradictions aiguisent la concurrence économique et commerciale et, par conséquent, les rivalités impérialistes : une polarisation croissante entre les deux rives de l'Atlantique appelée à devenir centrale sur la scène internationale est en cours. La récente adoption par l'UE d'un Fonds européen de défense doté de 500 millions d'euros permettant *« à l'Union de s'équiper des armements les plus modernes sans plus avoir à dépendre des États-Unis ou de quiconque. A moyen terme, c'est vers une industrie d'armements commune, sur le modèle d'Airbus, que les Européens marchent ainsi et les retombées de cet effort seront multiples »* (Bernard Guetta, radio France Inter[5]), n'en est que la dernière expression pratique.

Face à ces nécessités historiques objectives, la bourgeoisie française a réussi son coup faisant preuve d'une grande maîtrise politique (ce qui n'est pas toujours son cas), et a donné ainsi un exemple pour l'ensemble des classes dominantes, tout particulièrement européennes. Voilà ce qui explique l'impact international de la venue au pouvoir de Macron. Loin des discours précédant les élections sur le danger incontrôlé du soi-disant populisme d'extrême-droite – comme si le fait qu'un pourcentage important d'ouvriers " cols bleus " vote pour une droite autoritaire était quelque chose de nouveau et d'irrationnel[6] qui illustrerait une perte de contrôle de la bourgeoisie –, la classe capitaliste (surtout des pays centraux du capitalisme) sait très bien s'appuyer sur les expressions des contradictions de son système, crise économique en particulier, pour les utiliser et les retourner contre le prolétariat tant au plan économique que politique.

Il ne s'agit pas pour autant de croire à un état-major réuni dans les palais gouvernementaux ou appartenant à un ou des " think-tank " qui régirait et dicterait sa volonté à partir d'un plan machiavélique, voire d'un complot. La théorie marxiste, c'est-à-dire la théorie révolutionnaire du prolétariat, la méthode du matérialisme historique, permet de comprendre comment les nécessités objectives dues à l'aggravation des contradictions du capitalisme contraignent chaque capital national à prendre telle ou telle décision pour survivre sur la scène impérialiste et imposer au prolétariat révolutionnaire une exploitation du travail chaque fois plus dure. Encore lui faut-il trouver aussi un personnel politique qui soit en capacité de mettre en œuvre l'adaptation des politiques et des appareils étatiques aux nouvelles situations ; c'est-à-dire aux nouvelles contradictions de tout ordre et importance qui en découlent. Comme tout processus contradictoire, le choix des équipes politiques ou des décisions peut s'avérer ne pas être le meilleur possible – on peut en discuter dans le cas du choix de Trump et de la décision du Brexit – mais c'est justement le propre des bourgeoisies les plus expérimentées et les plus puissantes de " faire avec " et de retourner les effets de faiblesse que certains choix peuvent présenter en une nouvelle force.

Face à Trump, la relance de l'Union Européenne passe par l'affrontement avec le prolétariat en France

Pour défendre sa place comme puissance au niveau international, c'est-à-dire impérialiste, la France ne peut le faire qu'en alliance avec l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne – voire autour d'un " noyau dur " de celle-ci. La gravité de l'impasse économique depuis la crise de 2008 et les impératifs impérialistes qui en découlent (Trump, Brexit, etc.) l'y contraignent. Qu'elle en soit totalement consciente ou non ; que des fractions en sein en soient conscientes ou non. Les nécessités du capital dictent leur loi et s'imposent, directement ou bien plus souvent indirectement. Pour pouvoir assumer le développement d'une alliance solide et entreprenante avec l'Allemagne et l'Europe, la bourgeoisie française ne peut faire l'économie d'une confrontation et d'une " mise à niveau " des conditions d'exploitation de son prolétariat national à celui requis pour la concurrence commerciale internationale[7]. Aussi détériorées sont-elles déjà par rapport au

5 . https://www.franceinter.fr/emissions/geopolitique/geopolitique-21-juin-2017

6 . Dans les années 1960 et les décennies qui les ont suivi, il y avait déjà autour de 30% d'ouvriers qui votait pour De Gaulle et la droite nationaliste et autoritaire qu'il représentait. Le vote des " cols bleus " en faveur de Marine Le Pen est de ce point de vue moins important que celui pour De Gaulle dans les années 1960… juste avant et après la grève massive de mai 1968. Aux États-Unis, *« dans les élections de 1980 et 1984, Reagan avait rassemblé 61% des votes de la classe ouvrière blanche comparé aux 35% pour ses opposants démocrates, Jimmy Carter and Walter Mondale »* (*The Decline of the White Working Class and the Rise of a Mass Upper Middle Class*, Ruy Teixeira, Brookings Working Paper, April 2008, traduit par nous, https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2016/06/04_demographics_teixeira.pdf). Rien de nouveau donc, ni de qualitativement différent, dans le vote " blue collar " pro-Trump contrairement aux campagnes médiatiques sur le sujet.

7 . *« La France n'aura aucune capacité motrice si elle ne porte pas un discours clair et un regard lucide sur le monde. Mais elle ne l'aura pas non plus si elle ne renforce pas son économie et sa société. C'est pourquoi j'ai demandé au gouvernement d'enclencher les réformes fondamentales qui sont indispensables pour la France. Notre crédibilité, notre efficacité, notre force sont en jeu. Mais la force de quelques-uns ne peut pas se nourrir longtemps de la faiblesse des autres. L'Allemagne, qui s'est réformée il y a une quinzaine d'années, constate aujourd'hui que cette situation n'est pas viable. Mon souhait est donc que nous*

passé, la réduction drastique des conditions de vie et de travail des prolétaires français – la soi-disant “ libéralisation du marché du travail ” –, au niveau du prolétariat européen, allemand en particulier, est aujourd'hui un impératif non seulement pour faire face à la crise économique mais aussi pour les nécessités impérialistes : c'est-à-dire pour l'émergence d'un pôle impérialiste européen autour de l'Allemagne en capacité de rivaliser sur la scène impérialiste, en particulier au plan militaire et diplomatique. De son côté, la bourgeoisie allemande sait très bien qu'une France affaiblie diminuerait d'autant l'expression de ses intérêts impérialistes, indépendamment du fait que le capital français puisse mieux rivaliser avec elle sur le plan commercial, en limitant l'émergence et le dynamisme d'un pôle européen autour d'elle. Voilà aussi pourquoi elle attache tant d'importance à ce que la classe dominante française accomplisse “ les réformes structurelles ” de son marché du travail. C'est le prolétariat européen qui paiera pour les premiers 500 millions d'euros pour le Fonds européen de défense et les centaines de millions d'autres qui suivront pour développer l'industrie d'armement prévue. Voilà pourquoi il convient que le prolétariat français paie à hauteur des autres prolétariats européens.

Aujourd'hui, crise économique et guerre impérialiste (en tant que perspective et dynamique vers la guerre impérialiste généralisée) viennent directement impacter les conditions de vie du prolétariat international dans tous les pays. La situation politique française issue des élections qui est un succès pour la bourgeoisie n'en est pas moins une illustration concrète, pratique, de la contradiction de classe historique entre capital et travail, entre bourgeoisie et prolétariat, telle qu'elle s'exprime dans la situation historique actuelle.

Trump et le Brexit n'expriment pas une crise des bourgeoisies américaine et britannique

S'il est aujourd'hui clair depuis l'élection de Macron que la bourgeoisie française ne passe pas par une crise de son système politique, il en va en apparence autrement pour les cas britannique et américain. Du moins à en croire les médias de tous pays : la bourgeoisie anglaise serait complètement perdue devant le Brexit et l'américaine ne saurait comment se débarrasser du dangereux clown Trump. Or quel que soit le degré de division de la classe dominante américaine face au choix de Trump, son langage guerrier et provoquant correspond sur le fond à la situation d'affaiblissement historique des États-Unis aux plans économique et impérialiste et qui les mènent tout droit à être le principal acteur de la marche à la guerre impérialiste généralisée.

« Certes, les personnalités et le background politique peuvent jouer un rôle dans le cadre politique stratégique d'un gouvernement. Ils peuvent prendre des décisions sur des questions de politique étrangère et économique diverses suivant les situations intérieure et extérieure, mais aussi selon les inclinaisons personnelles résultant de positionnements politiques antérieurs. Mais c'est la pression des conditions économiques de vie du capital qui dicte les choix de fond, les stratégies à suivre, les recettes les plus opportunes pour faire face à ses crises et soutenir à tout prix ses nécessités de valorisation, que ce soit sur le front intérieur (...) ou bien sur l'international (...). Il est tout aussi certain qu'on peut se tromper en interprétant les nécessités du capital et en mettant en place des politiques économiques erronées et des stratégies internationales contre-productives. Mais il n'en reste pas moins que personne, pas même un président ou un gouvernement dignes de ce nom (...) ne peut s'abstraire des lois de vie et de survie du capital. Et à bien y regarder, la différence entre le mandat d'Obama et la nouvelle administration Trump, au-delà des différences évidentes de style et de capacité de communication, n'est pas si profonde : dans les deux cas, les deux administrations se sont mises au service de l'impérialisme américain en fonction des deux phases historiques que, pour simplifier le discours, nous définissons comme “ avant et après la crise des subprimes ” » (Guerra in Siria e riposizionamenti imperialistici, *Prometeo* #17, revue theorique du PCint-*Battaglia Comunista*, le groupe italien de la Tendance Communiste Internationaliste[8], traduit par nous)

---

puissions construire une force commune. Ma méthode pour le couple franco-allemand est celle d’une alliance de confiance. (…) Mais l’Allemagne est lucide sur les limites d’une action qui ne soit pas pleinement européenne, notamment en matière d’intervention militaire. ***Elle sait que notre destin est redevenu tragique****. Elle a besoin de la France pour se protéger, pour protéger l’Europe et assurer notre sécurité commune. »* (Interview d'Emmanuel Macron à plusieurs journaux européens du 21 juin, nous soulignons, https://www.letemps.ch/monde/2017/06/21/emmanuel-macron-leurope-nest-un-supermarche-leurope-un-destin-commun).

8 . Nous invitons nos lecteurs à prendre connaissance de cet article, malheureusement seulement en italien à l'heure où nous écrivons, qui rejette l'idée que l'élection du clown Trump représenterait une perte de contrôle, voire une crise, de la bourgeoisie américaine, mais correspondrait plutôt à une adaptation à la situation ouverte “ avant et après la crise ” de 2008. Même si cet article n'utilise pas exactement les mêmes arguments que nous, en particulier il met plus d'insistance que nous sur le lien direct entre nécessité d'ordre “ “ économique ” et décisions politiques, la méthode d'analyse utilisée rejoint la nôtre ce qui n'est pas pour nous surprendre, chacun cherchant à appliquer le matérialisme historique pour l'analyse et le suivi des situations : http://www.leftcom.org/it/articles/2017-05-30/guerra-in-siria-e-riposizionamenti-imperialistici.

La décision du Brexit, sur lequel la bourgeoisie britannique pourrait facilement, par un nouveau référendum par exemple, revenir comme la France et les Pays-Bas l'avaient fait après la victoire du “ Non ” au référendum de 2005 sur le traité de Rome, est au contraire assumée par les principaux partis politiques malgré les difficultés immédiates de tout ordre. Sur le fond, du point de vue des intérêts impérialistes historiques du capitalisme britannique, il correspond à son opposition de toujours à une puissance européenne continentale et à son alliance de toujours depuis la 1er guerre mondiale, et encore plus depuis la 2e, à l'impérialisme nord-américain. À ce titre, le Brexit exprime l'exacerbation de la contradiction propre à la bourgeoisie britannique partagée aujourd'hui entre l'Europe continentale et les États-Unis, et maintenant le choix du “ *grand large* ”, du fait même de l'exacerbation actuelle de l'antagonisme impérialiste historique entre l'Europe et l'Amérique du Nord ré-ouvert depuis la disparition de l'URSS. Et, à son tour, processus contradictoire lui-aussi, il vient exacerber encore plus cet antagonisme entre les deux rives de l'Atlantique. En dernière analyse, c'est bien sûr l'incapacité du capitalisme à dépasser la crise de 2008 et ses conséquences, la “ stagnation ” qui prévaut toujours et l'endettement généralisé sans cesse croissant, expressions immédiates des contradictions économiques insurmontables du capitalisme, qui, de manière indirecte, impose sa loi et exacerbe les contradictions de classe et d'ordre impérialiste.

Loin d'être politiquement affaiblie face au prolétariat, les principales bourgeoisies mondiales se préparent toutes à affronter encore plus violemment leurs propres prolétaires afin, dans un premier temps, d'assurer leur rang économique, politique et militaire au plan international, c'est-à-dire au plan des rivalités impérialistes ; et dans un second temps d'engager un combat à mort, massif et frontal, contre le prolétariat afin de lui infliger des défaites sanglantes ce qui lui ouvrirait la porte à la guerre impérialiste généralisée. Pour ce faire, elles se dotent, plus ou moins facilement car cela remet en cause les intérêts particuliers de certaines fractions économiques et politiques, d'outils et dispositifs politiques adaptés au mieux.

Pour le prolétariat et les révolutionnaires, croire que les bourgeoisies les plus expérimentées et les plus puissantes au monde seraient en crise politique représenterait un certain danger : s'illusionner sur les potentialités du prolétariat et la facilité du combat de classe, voire l'inéluctabilité de sa victoire. L'expérience historique, en particulier en 1918-1919 en Allemagne, nous enseigne que cette illusion peut vite se transformer en tragédie et catastrophe. Le fil conducteur pour la compréhension de l'évolution des situations ne se trouve pas dans le suivi immédiat de la crise économique, dans ses hauts et ses bas, dans la récession ouverte ou la reprise par exemple, mais dans le processus guidant l'évolution du rapport de forces entre les classes qui, en dernière instance (et non pas de manière directe ou mécanique), est déterminée par la crise. Croire par exemple que l'incapacité de la bourgeoisie à sortir et à dépasser les effets de la crise de 2008 provoquerait mécaniquement une crise politique des systèmes politiques des principales bourgeoisies mondiales, en particulier avec l'émergence incontrôlée d'une extrême droite fascisante, nous semble une voie erronée et dangereuse.

Les enjeux sont clairs, du moins pour les prolétaires les plus combatifs et conscients et les révolutionnaires. Il leur revient d'assumer ces affrontements inévitables en s'y préparant dès aujourd'hui. Les premiers en se regroupant en comité de lutte ou de mobilisation, en particulier lors des luttes, pour pouvoir combattre de manière organisée et collective les sabotages syndicaux et les pièges politiques que les gauches radicales, tel Mélenchon, ne manqueront pas de leur opposer. Les seconds en cherchant à se regrouper, non pas formellement en soi, mais en assumant les débats et les confrontations politiques autour des groupes révolutionnaires en général, et communistes en particulier et en participant aux interventions de ces derniers dans les luttes ouvrières, y compris dans les luttes et le comités de lutte ou de mobilisation. Aux deux en se retrouvant dans les luttes pour pouvoir se rejoindre et unir leur efforts. Sans regroupement et organisation des différentes minorités – minorités constituant de fait une “ avant-garde politique ” – à la fois pour assumer les combats immédiats dans les luttes et à la fois pour assumer les combats politiques et même théoriques en vue de la préparation du parti politique de classe indispensable à la confrontation historique unie contre les États capitalistes, le prolétariat international se laissera entraîner et tromper par les Mélenchon et autres qui vont fleurir un peu partout avec le développement universel des confrontations massives entre les classes.

Telle est aussi la signification internationale du résultat des élections françaises.

Le GIGC, le 30 juin 2017